

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 22 septembre 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HAGANIS

rue du trou aux serpents
nouveau port
57000 Metz

Références : [METZ_HAGANIS_CVD_2023-09-20_RAPVI_LRE_25398](#)
Code AIOT : 0006204993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 juin 2023 dans l'établissement Haganis implanté 15, avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 5 juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action régionale 2023 des mesures continues et du plan de contrôle pluriannuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Haganis
- 15, avenue de Blida 57000 Metz
- code AIOT : 0006204993
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La régie Haganis exploite un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés (CVD) sur la commune de Metz. Le CVD, mis en service en 2001 et soumis à autorisation au titre des ICPE (arrêté préfectoral n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié), est constitué :

- d'une unité de tri des matériaux (UTM) de 5 800 m², ayant une capacité de tri des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise, autorisée de 54 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation énergétique (UVE) liée à l'incinération des déchets ménagers, à hauteur de 120 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation des mâchefers (UVM) liée à la valorisation des mâchefers bruts issus de

l'incinération, à hauteur de 15 000 t/an (quantité maximale stockée).

L'installation est également réglementée par les arrêtés ministériels du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, et du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets.

L'inspection n'a concerné que le périmètre suivant de l'UVE : pièces des appareils de mesures continues, salle de contrôle et local analyseur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Condition de surveillance - étalonnage QAL 1	Arrêté ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Condition de surveillance - étalonnage QAL 2 et QAL 3	Arrêté ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Paramètres de cheminée	Arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.4.2 (partiel)	/	Sans objet
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.6.1	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émissions	Arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.5.2	/	Sans objet
6	Conditions de respect des valeurs limites d'émissions (mesures en continu)	Arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.5 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des manques d'informations sur les documents d'assurance qualité (QAL 1) concernant l'analyse des COT fournis par leurs prestataires. Vu les résultats des mesures continues inférieurs aux valeurs limites d'émissions (4 à 50 % inférieurs à la VLE, données contrôlées par sondage) et la conformité des mesures d'autosurveillance, ce constat conduit à une non-conformité mineure. L'inspection propose en conséquence de formaliser ses observations par une lettre préfectorale de suite (avec délai de 3 mois).

L'inspection a également identifié des erreurs sur les droites d'étalonnage des appareils de mesures continues pour les rejets atmosphériques de poussières par les documents d'assurance qualité

QAL 2. Sur ce point, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

Outre ces observations, l'inspection n'a pas relevé de non-conformité lors du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Paramètres de cheminée

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.4.2 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, cheminées de l'unité d'incinération
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
Prescription contrôlée: Chaque cheminée aura les caractéristiques suivantes : - vitesse minimale d'éjection des gaz en marche continue nominale : 12 m/s. La forme du conduit de fumée, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
Constats : La vitesse d'éjection, contrôlée par sondage sur le rapport journalier du 26 juin 2023 (ligne 2), est conforme (16,7 m/s).
Observation : Le débit nominal, qui doit être réintégré dans l'arrêté préfectoral, est de 40 000 m ³ /h.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.6.1
Thème(s) : risques chroniques, polluants concernés
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
Prescription contrôlée: Chaque cheminée de l'unité d'incinération est équipée d'analyseurs en continu de la teneur des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• température ;• débit ;• oxygène ;• vapeur d'eau ;• CO ;• poussières totales ;• substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en COT ;• HCl ;• HF ;• SO₂ ;• NO_x et NO₂ ;• ammoniac.
Constats : Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none">• le rapport journalier du 26 juin 2023 (ligne 2) de relevés des mesures en continu (par pas de 30 min) des substances listées dans la prescription contrôlée (contrôle par sondage) ;• la salle de contrôle avec le report des mesures en temps réel ;• la salle des machines où les données sont reportées en temps réel.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.5.2																													
Thème(s) : risques chroniques, valeurs limites d'émissions																													
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet																													
<p>Prescription contrôlée: Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que les valeurs limites fixées ci-dessous, exprimées sur gaz secs pour 11% d'O₂, ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.</p> <p>CO dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : 50 mg/Nm³ de gaz de combustion, en moyenne journalière ; 150 mg/Nm³ de gaz de combustion dans au moins 95% de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes, ou 100 mg/Nm³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ; poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂ et NO_x :</p> <table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Moyenne journalière en mg/Nm³</th><th>Moyenne sur ½ heure en mg/Nm³</th></tr> <tr> <td>Poussières totales</td><td>5</td><td>15</td></tr> <tr> <td>Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en COT</td><td>10</td><td>20</td></tr> <tr> <td>HCl</td><td>8</td><td>54</td></tr> <tr> <td>HF</td><td>1</td><td>4</td></tr> <tr> <td>SO₂</td><td>40</td><td>160</td></tr> <tr> <td>NO et NO₂, exprimés en NO₂</td><td>130</td><td>175</td></tr> <tr> <td>Ammoniac</td><td>10</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Hg et ses composés (exprimés en Hg)</td><td>0,02</td><td>0,02</td></tr> </table>			Paramètres	Moyenne journalière en mg/Nm ³	Moyenne sur ½ heure en mg/Nm ³	Poussières totales	5	15	Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en COT	10	20	HCl	8	54	HF	1	4	SO ₂	40	160	NO et NO ₂ , exprimés en NO ₂	130	175	Ammoniac	10	10	Hg et ses composés (exprimés en Hg)	0,02	0,02
Paramètres	Moyenne journalière en mg/Nm ³	Moyenne sur ½ heure en mg/Nm ³																											
Poussières totales	5	15																											
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en COT	10	20																											
HCl	8	54																											
HF	1	4																											
SO ₂	40	160																											
NO et NO ₂ , exprimés en NO ₂	130	175																											
Ammoniac	10	10																											
Hg et ses composés (exprimés en Hg)	0,02	0,02																											
<p>Constats : 1. Autosurveillance en continu : L'inspection a contrôlé, par sondage, les émissions surveillées en continu, sur la base des données du rapport journalier du 26 juin 2023 (ligne 2) de relevés des mesures en continu (par pas de 30 min) et n'a pas relevé de non-conformité (NO_x : 106,78 mg/Nm³ ; SO₂ : 20,68 mg/Nm³ ; HCl : 25,61 mg/Nm³ ; poussières : 8,85 mg/Nm³ ; NH₃ : 8,95 mg/Nm³ ; COT : 0,81 mg/Nm³ ; HF : 0,03 mg/Nm³).</p> <p>2. Contrôles ponctuels par des organismes extérieurs : L'exploitant transmet régulièrement à l'inspection par courriel les rapports d'autosurveillance du bureau d'étude Evadies (assistant technique de l'établissement) relatifs aux contrôles semestriels réalisés par un organisme extérieur. Dans le but d'améliorer la compréhension des mesures et d'avoir une meilleure représentativité, trois mesures par jour sont réalisées sur trois jours. Evadies indique dans ses rapports la moyenne des mesures par jour. L'inspection a contrôlé par sondage le respect des VLE dans le rapport relatif aux mesures réalisées du 4 au 6 octobre 2022 pour la ligne 1 et n'a pas constaté de non-conformité (moyennes journalières : NO_x : 120 mg/Nm³, SO₂ : 2,4 mg/Nm³, HCl : 6,1 mg/Nm³, poussières : 3,3 mg/Nm³, NH₃ : 8 mg/Nm³, métaux : 48,7 µg/Nm³). L'inspection a consulté les rapports d'autosurveillance de Leces, organisme accrédité Cofrac, pour vérifier l'exactitude des données agrégées par Evadies</p>																													
Type de suites proposées : sans suite																													
Proposition de suites : sans objet																													

N° 4 : Condition de surveillance - étalonnage QAL 1

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : risques chroniques, assurance qualité des AMS – QAL1
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (Cofrac) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes Afnor.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les calibrations dites "QAL 1" des équipements de mesures en continu de l'établissement.</p> <p>Pour les poussières, le QAL 1 38497 indique une date de validité de mars 2023 (échue).</p> <p>Le document QAL 1 pour le MIR-FT indique la performance des mesures pour les polluants CH4 et le CHOH mais pas la totalité des COT (carbone organique total). Aussi, il n'est pas démontré que l'analyseur mesure la globalité des émissions COT rejetées par l'établissement.</p> <p>Les autres paramètres, contrôlés par sondage, n'ont pas soulevé d'observations de l'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>Au regard des non-conformités constatées, l'inspection propose qu'une lettre préfectorale de suite soit envoyée à l'exploitant lui demandant de transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document QAL 1 38497 en cours de validité dans un délai d'un mois ; • la corrélation et la suffisance de l'analyseur MIR-FT au regard des COT rejetés dans un délai de trois mois (dont précision des COT contenus dans ses rejets et, le cas échéant, justifications sur le fait de ne mesurer que certains paramètres dans les rejets avec analyses à l'appui).
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : risques chroniques, assurance qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
<p>Prescription contrôlée: [...] Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (Cofrac) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes Afnor.</p> <p>Prescription connexe - extrait de la norme NF EN 14181 : Une procédure QAL2 doit être réalisée pour chaque mesure : • au moins tous les cinq ans pour chaque AMS, ou plus fréquemment si la législation ou l'autorité compétente l'exige. En outre, une procédure QAL2 doit être effectuée pour tous les mesures subissant les effets : • d'une modification majeure du fonctionnement de l'installation industrielle (par exemple, une modification du système de réduction des effluents gazeux ou un changement du combustible) ; ou • de réparations ou de modifications majeures subies par l'AMS et qui influenceront de façon importante les résultats obtenus. Les résultats de la procédure QAL2 doivent être suivis d'effet dans les six mois suivant les modifications. Pendant la période précédant l'établissement d'une nouvelle fonction d'étalonnage, l'ancienne fonction d'étalonnage doit être utilisée (avec une extrapolation si nécessaire).</p> <p>Constats : Pour se mettre en conformité avec le BREF WI, qui entre en vigueur à compter du 3 décembre 2023, l'exploitant a modifié en profondeur le système des mesures en continu en remplaçant les canes de prélèvement et ses appareils de mesure en continu (AMS). Ainsi les AMS ont été changés aux dates suivantes : - l'AMS poussières en juillet 2022, - l'AMS dioxines et furannes en septembre 2022, - l'AMS MIR-FT le 20 octobre 2022, - l'AMS mercure en février 2023. L'exploitant a fait réaliser le QAL 2 de tous les appareils, après avoir terminé la mise en place de l'ensemble des AMS du 20 au 29 mars 2023, par le laboratoire de contrôle Apave et réceptionné le rapport du bureau de contrôle le 13 juin 2023.</p> <p>En parallèle, l'exploitant fait réaliser par Envea tous les mois un QAL 3 pour réajuster les AMS. Les enregistrements ont été transmis à l'inspection.</p> <p>Les résultats constatés lors de la visite sur le rapport d'Apave, mesures réalisées du 20 au 29 mars 2023, sont les suivants, par sondage : - poussières : $y = 2,27 \times -0,02$ avec un R2 à 0,3 ; - NOx : $y = 1,2 \times -0,09$ avec un R2 à 1 ; - COT : $y = 0,91 \times -0,36$ avec un R2 à 0,88. La droite d'étalonnage des poussières, jugée conforme dans le rapport réalisé par l'organisme accrédité, suscite de l'étonnement, ainsi que le R2 qui devrait être supérieur à 0,8.</p> <p>Par courriel du 25 août 2023, l'exploitant a informé l'inspection d'identification d'erreurs sur les droites d'étalonnage. Plusieurs échanges de travail avec le laboratoire de contrôle Apave cet été n'ont pas abouti à ce jour à assurer une droite d'étalonnage conforme aux normes.</p>

Observations : Au regard des éléments identifiés par l'inspection, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur le calibrage des AMS de l'établissement dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de respect des valeurs limites d'émission (mesures en continu)

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 20/04/2000, article IV.5 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, indices de confiance
Point de contrôle déjà contrôlé: sans objet
Prescription contrôlée: Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air : [...] <p>Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95% sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article IV.5.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Monoxyde de carbone : 10 % ; • Dioxyde de soufre : 20 % ; • Ammoniac : 40 % ; • Dioxyde d'azote : 20 % ; • Poussières totales : 30 % ; • Carbone organique total : 30 % ; • Chlorure d'hydrogène : 40 % ; • Fluorure d'hydrogène : 40 %.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel le 25 août 2023 des captures de l'écran de contrôle démontrant le respect de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet